Le Monde
Dimanche 24 - Lundi 25 octobre 2010

En hausse
Volkswagen
Le bénéfice opérationnel du numéro un européen de l'automobile a plus que triplé sur les neuf premiers mois de 2010, à 4,8 milliards d'euros. Il a vendu 5,4 millions de voitures (+12,9 %).

En baisse
Vodafone
L'Inde a demandé au géant britannique des télécommunications Vodafone 2,53 milliards de dollars de taxes sous 30 jours dans le cadre de son acquisition d'un groupe indien en 2007

139
C'est le nombre de faillites bancaires aux Etats-Unis depuis le début de l'année, une de moins qu'en 2009. Vendredi 22 octobre, les régulateurs bancaires ont mis un terme aux activités de 7 banques sous-capitalisées. Pour six d'entre elles, un repreneur a été trouvé.

Armistice dans la guerre des monnaies au G20 Finance

Réunis en Corée du Sud, les ministres de l'économie ont décidé d'une profonde réforme de la gouvernance du FMI

18

Les ministres des finances du G20 réunis à Gyeongju (Corée du Sud) devaient parvenir, samedi 23 octobre, à débloquer le débat sur les niveaux des taux de change que le ministre des finances brésilien Guido Mantega avait appelé une *« guerre des monnaies »*. C'est une bonne surprise : les pays participants ayant pris la précaution de prédire, avant l'ouverture des travaux, qu'une avancée leur semblait impossible !

En effet, les pays dont la balance courante ou la balance des paiements est excédentaire se sont efforcés, dans le désordre, d'empêcher leur monnaie de monter par rapport au dollar, notamment la Chine, le Japon ou le Brésil. Cette réaction a provoqué la colère des Américains, des Européens et de nombreux pays asiatiques menacés de voir leurs produits devenir trop onéreux donc beaucoup moins compétitifs.

Les ministres des finances et les banquiers centraux réunis au G20 Finance, vendredi 22 octobre à Gyeongju, en Corée du Sud. AFP

Les ministres s'acheminent vers un appel à ne pas utiliser les changes pour fausser les règles du jeu commercial

En arrivant à Gyeongju, les Américains avaient modifié significativement leurs positions. Au lieu d'entonner leur traditionnel refrain sur la nécessité pour la Chine de réévaluer son yuan, Timothy Geithner, secrétaire d'Etat au Trésor, a proposé de discuter des déséquilibres des balances courantes. *« Les pays du G20 ayant des excédents persistants doivent entreprendre des réformes structurelles, budgétaires et de politiques de taux de change pour renforcer les sources intérieures de croissance et soutenir la demande mondiale »*, avait-il écrit dans une lettre.

Les Coréens voulant que des chiffres soient mis sur la table, il a été discuté la possibilité de limiter progressivement la fluctuation des excédents (et des déficits) en la matière à +4 % et –4 % de leur produit intérieur brut (PIB). Evidemment, les pays situés en dehors de cette fourchette, Chine, Allemagne, Arabie saoudite notamment, n'ont pas été d'accord, plaidant que leur débord s'expliquait par les spécificités de leurs économies. Ils ont réclamé des exceptions.

Samedi en début de matinée, les ministres des finances s'acheminaient vers un appel à ne pas utiliser les changes pour fausser les règles du jeu commercial, mais surtout vers un nouveau mandat confié au Fonds monétaire international (FMI) pour qu'il évalue publiquement les causes des déséquilibres macroéconomiques sous-jacents (déficits budgétaires, politiques monétaires, taux de change) qui empêchent les ajustements naturels des monnaies. La question brûlante du taux de change ne serait plus un préalable, mais un aboutissement.

On est encore loin d'un accord en bonne et due forme et il appartiendra aux chefs d'Etat et de gouvernement du G20 qui se réuniront à Séoul, le 11 et le 12 novembre, de progresser dans la mise au point d'un code de bonne conduite.

Les ministres des finances sont aussi parvenus à s'entendre sur la gouvernance du FMI qui, selon les termes de Dominique Strauss-Kahn, son directeur général, représente *« la plus importante réforme jamais adoptée du Fonds »*. Ils sont tombés d'accord pour transférer non pas, comme le G20 de Pittsburg l'avait demandé 5 % des quotas et des droits de vote *« des pays avancés, vers les pays émergents dynamiques »*, mais plus de 6 %. Un nouveau transfert des quotas interviendrait d'ici 2014.

Parmi les dix poids lourds du Fonds, figureraient à l'issue de ce transfert les Etats-Unis et le Japon en tête, les « Bric » (Brésil, Russie, Inde, Chine) et quatre Européens (Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne), la Chine prenant la troisième place devant l'Allemagne.

Les Européens, qui occupent actuellement neuf sièges sur vingt-quatre au conseil d'administration du FMI, ont accepté le principe d'en céder deux. Les modalités ne sont pas encore connues, mais cette cession pourrait se faire sous une forme tournante.

Enfin, on est tout proche d'un accord sur un doublement de la taille des quotes-parts (actions) du Fonds. Cette mesure technique aurait pour avantage de transformer en fonds propres une partie des 500 milliards de dollars de promesses de prêts que le G20 de Londres avait consenti au Fonds pour lui permettre de se porter au secours des pays mis en difficulté par la crise. Il s'agit d'une consolidation des moyens d'action du FMI qui disposerait ainsi de ressources moins contingentes que des prêts.

Le dossier de l'élargissement de la gamme des assurances qu'il proposera aux pays menacés par une crise de changes ou de liquidités est toujours en discussion. Les Coréens sont très demandeurs de lignes de crédits automatiques pour les pays les mieux gérés, afin de leur éviter l'humiliation de devoir demander au FMI une aide forcément conditionnelle. Certains pays (Japon, Allemagne) redoutent que cette automaticité n'incite au laxisme. ■

Alain Faujas